

BURKINA FASO

La fréquence des attaques contre l'éducation au Burkina Faso a augmenté au cours de la période considérée, avec une forte hausse des attaques contre les écoles et les enseignants en 2019. Plus de 140 incidents d'attaque – notamment des menaces, l'utilisation militaire des écoles, et des attaques physiques contre des écoles et des enseignants – ont eu lieu dans un climat d'insécurité plus large, entraînant la fermeture de plus de 2 000 établissements d'enseignement.

Contexte

Les violences qui ont éclaté dans le nord du Burkina Faso en 2015 et qui se sont propagées vers le sud les années suivantes,¹ se sont intensifiées au cours de la période de référence 2017-2019.²

Ansaroul Islam, un groupe armé qui opérait également au Mali, a perpétré un nombre croissant d'attaques dans la province du Soum, dans la région du Sahel, tout au long de 2016 et 2017.³ D'autres groupes armés, dont Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et sa filiale, Le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM), ainsi que l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), ont également commis des attaques contre des bâtiments gouvernementaux et des structures civiles telles que des restaurants, des écoles et des églises, ciblant des postes militaires.⁴ Depuis le printemps 2017, le gouvernement du Burkina Faso a entrepris une action militaire contre des groupes armés dans le nord, notamment des opérations conjointes avec les forces maliennes et françaises.⁵

Les données du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) ont montré une insécurité croissante au Burkina Faso au cours de la période considérée. Entre janvier et septembre 2019, 478 incidents de sécurité se seraient produits, plus que pendant toute la période comprise entre 2015 et 2018 (404).⁶ Ces incidents ont gravement touché les civils. Le projet Armed Conflict Location and Event Data (ACLED) a estimé qu'entre novembre 2018 et mars 2019, 499 civils ont été tués à la suite d'attaques directes et ciblées, soit une augmentation de plus de 7000% par rapport à la même période de l'année précédente.⁷ En décembre 2020, environ 560 000 Burkinabés étaient déplacés à l'intérieur du pays.⁸

Les attaques signalées contre les écoles et les enseignants se sont intensifiées en janvier 2017, lorsque des enseignants ont commencé à recevoir des menaces selon lesquelles ils seraient pris pour cible ainsi que leurs écoles s'ils n'enseignaient pas le Coran et ne remplaçaient pas l'enseignement du français par l'arabe.⁹ En conséquence, les fermetures d'écoles ont augmenté au cours de la période considérée. Si plus de 2 000 écoles ont été fermées dans les zones touchées par le conflit en juin 2019,¹⁰ au début de l'année scolaire en octobre 2019, le ministère de l'Éducation a signalé que 1 455 écoles avaient été fermées, affectant environ 200 000 élèves.¹¹ Par rapport à une seule région administrative touchée par les fermetures d'écoles en 2017, sept régions ont été touchées en 2019. Au 19 décembre 2019, le ministère de l'Éducation indiquait que le nombre d'écoles fermées était passé à 2 087, touchant plus de 300 000 élèves.¹² La région du Sahel a connu le plus de fermetures, suivie des régions du Nord, de l'Est, du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Est et du Centre-Sud.¹³

Les déplacements liés aux conflits ont également eu un impact négatif sur l'accès à l'éducation. Selon le Conseil national des secours d'urgence et de la réhabilitation (CONASUR), sur les 56 101 enfants déplacés, la grande majorité (46 587) n'étaient pas scolarisés, avec seulement 9 514 inscrits comme élèves du primaire, du post-primaire et du secondaire. En outre, 96 écoles étaient utilisées comme abris pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays, au 31 août 2019.¹⁴

Le Burkina Faso a été le 69^{ème} pays à approuver la Déclaration sur la sécurité dans les écoles en 2017 et a pris des mesures pour protéger les élèves et les enseignants contre les attaques au cours de la période considérée. Par exemple, en 2018, en partenariat avec l'ONU et des ONG, le gouvernement a soutenu 1 400 écoles dans la mise en œuvre de stratégies pour la sécurité dans les écoles afin d'analyser les risques et d'élaborer des plans d'intervention et d'atténuation.¹⁵

Attaques contre les écoles

Au cours de la période de référence 2017-2019, la GCPEA a recueilli des rapports sur au moins 120 attaques contre des écoles au Burkina Faso. Les rapports indiquent que les attaques contre des écoles par des groupes armés impliquant des incendies criminels et des fusillades se sont intensifiées au cours de la période de référence 2017-2019, principalement dans les régions du Sahel, du Nord, du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun et de l'Est.

Par l'intermédiaire de l'ONU, des ONG et des médias, la GCPEA a dénombré neuf incidents signalés d'attaques contre des écoles dans la région du Sahel au Burkina Faso en 2017.¹⁶ Selon l'ONU, entre janvier 2017 et mai 2017, 517 écoles avaient été touchées par l'insécurité générale causée par des groupes armés non étatiques.¹⁷

Les rapports indiquaient que les attaques contre les écoles se sont intensifiées au deuxième semestre de 2018, s'étendant de la région du Sahel aux régions du Nord et de l'Est, avec quelques attaques également enregistrées dans la région de Boucle du Mouhoun et de Centre-Nord.¹⁸ En 2018, des groupes armés non étatiques ont ouvert le feu sur, incendié ou pillé des écoles dans au moins 30 incidents signalés et compilés par la GCPEA.¹⁹ Ces attaques ont eu un effet dissuasif sur l'éducation dans les régions du Nord et du Sahel, où, à mai 2018, 473 écoles primaires sur 644 étaient fermées, selon l'ONU.²⁰

Voici quelques exemples de rapports d'attaques contre des écoles identifiées par la GCPEA en 2018 :

- Human Rights Watch et une source médiatique locale ont rapporté que le 21 janvier 2018, des inconnus ont incendié et gravement endommagé l'école du village de Kacham-Ouest dans la province d'Oudalan, près de la frontière avec le Mali. Les assaillants auraient ouvert le feu sur le village avant d'attaquer l'école et auraient enlevé une personne.²¹
- Le 5 avril 2018, des acteurs armés auraient ouvert le feu sur le Collège d'Enseignement Général, une école secondaire du village de Béléhédé dans le Soum, province du Sahel, et auraient incendié des salles de classe ainsi qu'une moto, selon des sources médiatiques locales et régionales.²²
- ICG et une source médiatique locale ont signalé que le 8 ou 9 septembre 2018, des acteurs armés ont incendié et détruit trois écoles primaires et des logements pour enseignants dans le village de Tankwarou, région de l'Est.²³
- Le 22 novembre 2018, des acteurs armés auraient incendié l'école de Sampieri, dans la région de l'Est, et donné des ordres menaçants aux instructeurs leur demandant d'enseigner en arabe, selon des sources médiatiques locales.²⁴
- Le 26 décembre 2018, des assaillants armés ont brûlé des manuels et, selon certaines informations, ont également incendié l'école, dans le village de Loroné, région de la Boucle de Mouhoun, selon des sources médiatiques locales et internationales.²⁵

En 2019, le nombre de signalements d'écoles a plus que doublé par rapport à 2018. Entre janvier et décembre 2019, la GCPEA a identifié plus de 80 incidents d'attaques contre des écoles signalés par les médias, l'ONU et les ONG.²⁶ Ces attaques, ainsi que l'insécurité croissante, ont servi d'avertissement et de menace pour les enseignants des écoles non touchées, contribuant à de nouvelles fermetures d'écoles dans les zones environnantes.²⁷ À la mi-2019, 2 024 écoles avaient été fermées en raison de l'insécurité, selon le ministère de l'Éducation, soit plus de deux fois plus que l'année précédente.²⁸

Parmi les incidents d'attaques signalés contre des écoles collectés par la GCPEA en 2019, on relève les suivants :

- Le matin du 4 janvier 2019, un média local a rapporté que des assaillants armés avaient incendié la réserve de l'école du village de Petanaye dans la province de Loroum, région du Nord.²⁹
- Le 28 janvier 2019, des assaillants armés auraient ouvert le feu et pillé les logements des enseignants à Mougounougoboko, province du Yatenga, région du Nord. Les élèves et les enseignants ont fui la région, selon des sources médiatiques locales.³⁰
- Le 12 juin 2019, des acteurs armés auraient attaqué une école à Bourzanga, dans la province de Bam, région du Centre-Nord, avec des armes non spécifiées, selon les rapports de médias locaux. Les forces de sécurité de l'État ont répondu avec succès à l'attaque et aucune victime n'a été signalée.³¹

- À la mi-juillet 2019, l'école primaire de Kinséré et les maisons des enseignants ont fait l'objet d'incendies criminels par des acteurs armés dans la région de la Boucle du Mouhoun, affectant 176 élèves et cinq enseignants, selon l'ONU.³²
- Le 8 juillet 2019 ou vers cette date, l'ONU et les médias locaux ont rapporté que dans la localité de Mansila, province de Yagha, région du Sahel, des acteurs armés ont incendié cinq écoles et menacé de détruire celles qui restaient dans la région si elles étaient rouvertes.³³
- Le 11 décembre 2019, des acteurs armés auraient attaqué l'école de Tangaye, dans la province du Yatenga, région du Nord. Des sources médiatiques locales ont rapporté que de l'équipement et des documents avaient été détruits.³⁴

Attaques contre les élèves, les enseignants et le personnel

La GCPEA a reçu des rapports faisant état d'environ 20 attaques contre des élèves, des enseignants et du personnel éducatif entre 2017 et 2019. Des sources de médias, d'ONG et de l'ONU ont constaté que des groupes armés non étatiques menaçaient, agressaient physiquement, tuaient et enlevaient des enseignants, dans le but déclaré d'arrêter leur enseignement, ou pour les forcer à n'enseigner que le Coran.³⁵ Ces types d'attaques sont devenus plus fréquents tout au long de la période considérée et se sont parfois produits en même temps que les attaques contre des infrastructures scolaires.

En 2017, Human Rights Watch a signalé trois attaques contre des enseignants, qui ont touché deux enseignants et un directeur, et ont conduit à des fermetures d'écoles.³⁶ Ces attaques se sont intensifiées en 2018 lorsque, à partir de rapports des médias et des ONG, la GCPEA a documenté cinq récits d'attaques contre des enseignants qui suivaient une tendance similaire d'agressions et d'enlèvements.³⁷ L'ONU a également signalé qu'en mai 2018, des assassinats ciblés d'enseignants et l'insécurité générale avaient entraîné la fermeture d'écoles dans le camp de réfugiés de Mentao et ses environs dans la région du Sahel, empêchant ainsi 490 garçons et 237 filles réfugiés de terminer l'année scolaire.³⁸ Les attaques signalées en 2018 comprenaient les suivantes :

- Human Rights Watch a rapporté que le 12 avril 2018, environ cinq individus armés sont entrés dans l'école du village de Nassoubou dans la province du Soum, région du Sahel. Ils ont tiré des coups de feu en l'air, touchant un élève de sixième. Les assaillants ont ensuite enlevé un enseignant.³⁹
- Le 2 mai 2018, des acteurs armés inconnus ont attaqué et incendié la maison du directeur de l'école à Bafina, dans la région du Centre-Nord, selon *Le Monde* et Menastream. Les assaillants ont bandé les yeux du directeur de l'école alors qu'ils commettaient l'incendie criminel. Ils ont également volé les motos de deux enseignants.⁴⁰
- La *BBC* et l'ICG ont rapporté que le 12 novembre 2018, des assaillants non identifiés auraient fouetté cinq employés d'une école de Toulfé, dans la région du Nord, sous les yeux des élèves. La branche provinciale du syndicat des enseignants a suspendu les classes dans la province de Loroum en raison de l'attaque violente, selon une source médiatique locale.⁴¹

En 2019, les rapports recueillis par la GCPEA ont indiqué que les attaques contre les enseignants ont augmenté par rapport à 2018. La GCPEA a dénombré au moins cinq attaques signalées contre des enseignants et du personnel de l'éducation entre janvier et décembre 2019.⁴² Les attaques signalées identifiées par la GCPEA comprenaient les éléments suivants :

- L'ONU, *Voice of America* et les médias locaux ont rapporté que deux enseignants avaient été enlevés dans la province de Soum, dans la région du Sahel, le 11 mars 2019, puis tués, et que leurs corps avaient été retrouvés le 18 mars.⁴³
- Le 26 avril 2019, des organes de presse internationaux et locaux, l'ONU et Plan International ont rapporté que des acteurs armés, qui seraient des affiliés du GSIM, avaient tué par balle cinq enseignants dans une école du village de Maytagou, province de Koulpélogo, région Centre-Est. Une ONG internationale a signalé que deux des enseignants faisaient partie d'un programme non formel situé dans l'école publique où les trois autres enseignants étaient employés.⁴⁴

En plus des attaques physiques, des affiliés de différents groupes armés ont menacé à plusieurs reprises des enseignants à travers le pays, lors de plusieurs incidents entre 2017 et 2019. Ces menaces, qui consistaient généralement en des ordres d'arrêter d'enseigner ou bien d'enseigner l'arabe, ont causé un effet dissuasif qui s'est traduit par un nombre élevé de fermetures d'écoles. La GCPEA a recueilli des rapports sur 13 de ces incidents,⁴⁵ dont voici quelques exemples :

- Le 1^{er} février 2018, des affiliés présumés d'un groupe islamiste se seraient rendus à l'école primaire du village de Vini dans la province de Loroum, dans la région du Nord, et auraient écrit des messages menaçants sur les murs et les bureaux, exigeant que les enseignants dispensent des cours en arabe sous peine de subir des conséquences.⁴⁶
- Selon l'ICG et des médias locaux, le 5 novembre 2018, des militants présumés de l'EIGS sont entrés dans deux écoles des villages de Kicki et Kletafades, dans la région du Sahel, où ils ont menacé les enseignants, volé leurs effets personnels et leur argent, et les ont forcés à partir, entraînant la fermeture des deux écoles.⁴⁷
- Début décembre 2018, des sources médiatiques ont rapporté que les enseignants du secondaire du département de Kiembara, région de Boucle de Mouhoun, avaient arrêté leur travail après qu'une douzaine d'hommes armés non identifiés se seraient rendus à l'école et leur auraient ordonné de partir ; l'école secondaire a ensuite fermé pendant un mois.⁴⁸ Un mois plus tard, les enseignants ont trouvé des affiches, vraisemblablement des mêmes militants présumés, les menaçant d'être tués s'ils ne fermaient pas leurs écoles, selon une source médiatique locale.⁴⁹
- Dans le village de Moaga, région Centre-Est, deux sources médiatiques locales ont rapporté que le 17 février 2019, des affiliés du GSIM ou de l'EIGS sont entrés dans le village en brandissant un drapeau noir, ont tiré des coups de feu, ont exigé que les gens prient et ont annoncé qu'ils ciblaient les représentants de l'État et les enseignants. Les forces de sécurité de l'État ont été déployées sur le site.⁵⁰

Utilisation militaire des écoles et des universités

Au cours de la période de référence 2017-2019, la GCPEA a recueilli plusieurs incidents signalés d'utilisation militaire des écoles.

La GCPEA n'a identifié aucun incident signalé en 2017. Un témoin a signalé à Human Rights Watch que le 20 décembre 2018, dans la ville de Tin-Akoff, province d'Oudalan, dans la région du Sahel, des hommes armés ont exécuté un conseiller local dans l'école locale. La victime était l'une des quatre personnes de l'ethnie Bella tuées ce jour-là dans le même village.⁵¹

En 2019, dans la région du Centre-Nord, quatre écoles auraient été utilisées par les forces armées de l'État : deux écoles primaires à Barsalogo, à partir de mai 2018, et deux écoles secondaires à Dablo et Pensa, à partir de juillet 2019, selon l'ONU.⁵² En 2019, Human Rights Watch a également documenté l'utilisation militaire de dix écoles par les forces armées étatiques et de cinq écoles par des groupes armés non étatiques ; des acteurs armés ont attaqué au moins trois écoles de la région du Centre-Nord pendant ou après leur occupation par des troupes militaires.⁵³

Recrutement d'enfants à l'école ou sur le trajet de l'école

Bien qu'aucun incident n'ait été recueilli au cours de la période considérée de 2017-2019, la GCPEA a identifié des preuves qualitatives suggérant que les enseignants d'une école coranique ont recruté des élèves pour rejoindre des groupes armés non étatiques. Au cours d'une analyse du conflit et de la protection menée par le Conseil danois pour les réfugiés en juillet 2019 dans la région de l'Est, des personnes déplacées et des habitants ont signalé que les maîtres d'école coranique avaient demandé aux enfants qui étudiaient dans leur classe de se joindre à des groupes armés.⁵⁴

Attaques contre l'enseignement supérieur

Deux attaques contre des étudiants de l'enseignement supérieur se seraient produites en 2019 à l'Université polytechnique de Dori, dans la région du Sahel. Les tensions entre les étudiants et l'administration se sont intensifiées fin mai 2019, lorsque l'institution a refusé de modifier les dates d'examens prévues pendant le Ramadan. Selon les médias

locaux, le 6 juin 2018, lors d'une conférence de presse tenue par des étudiants sur le campus de l'Université de Dori, la police, dont la présence sur le campus aurait été autorisée par l'administration, aurait recouru à une force violente, notamment des matraques, pour disperser les étudiants, en blessant cinq et en arrêtant 20 autres.⁵⁵ Suite à cela, le président du syndicat national des étudiants a également signalé que le 11 juin 2019, deux étudiants avaient été arrêtés et détenus pendant 24 heures en relation avec leur participation à la conférence de presse.⁵⁶

¹ Rinaldo Depagne, « Burkina Faso's Alarming Escalation of Jihadist Violence », ICG, 5 mars 2018 ; Héni Nsaibia, « Insecurity in southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency », ACLED, 17 janvier 2019.

² Rinaldo Depagne, « Burkina Faso's Alarming Escalation of Jihadist Violence », ICG, 5 mars 2018.

³ Rinaldo Depagne, « Burkina Faso's Alarming Escalation of Jihadist Violence », ICG, 5 mars 2018 ; Héni Nsaibia, « Insecurity in southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency », ACLED, 17 janvier 2019.

⁴ Rinaldo Depagne, « Burkina Faso's Alarming Escalation of Jihadist Violence », ICG, 5 mars 2018 ; Héni Nsaibia, « Insecurity in southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency », ACLED, 17 janvier 2019.

⁵ ICG, *The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North*, p. 11.

⁶ Rinaldo Depagne, « Burkina Faso's Alarming Escalation of Jihadist Violence », ICG, 5 mars 2018 ; Héni Nsaibia, « Insecurity in southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency », ACLED, 17 janvier 2019.

⁷ Rinaldo Depagne, « Burkina Faso's Alarming Escalation of Jihadist Violence », ICG, 5 mars 2018 ; Héni Nsaibia, « Insecurity in southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency », ACLED, 17 janvier 2019.

⁸ OCHA, « Burkina Faso Humanitarian snapshot as of 09 December 2019 », 9 décembre 2019.

⁹ Emma Farge, Thomson Reuters Foundation, « Teachers go back to schools in Burkina Faso after threats to education », communiqué de presse de Theirworld, 28 avril 2017.

¹⁰ Emma Farge, Thomson Reuters Foundation, « Teachers go back to schools in Burkina Faso after threats to education », communiqué de presse de Theirworld, 28 avril 2017.

¹¹ Emma Farge, Thomson Reuters Foundation, « Teachers go back to schools in Burkina Faso after threats to education », communiqué de presse de Theirworld, 28 avril 2017.

¹² Emma Farge, Thomson Reuters Foundation, « Teachers go back to schools in Burkina Faso after threats to education », communiqué de presse de Theirworld, 28 avril 2017.

¹³ MENAPLN, « Statistics from the beginning of the school year in emergency settings », 19 octobre 2019 (copie archivée).

¹⁴ Données non publiées par CONASUR, reçues de la part d'un travailleur humanitaire anonyme par email le 23 octobre 2019.

¹⁵ UNICEF, « Burkina Faso: Humanitarian Situation Report N°4 », décembre 2018.

¹⁶ Human Rights Watch, « *Leur combat contre l'éducation* » : *Attaques commises par des groupes armés contre des enseignants, des élèves et des écoles au Burkina Faso*, (New York : Human Rights Watch, mai 2020), p. 85. *Fasozine*, cité dans ACLED, Event ID BFO777 ; « UNICEF Humanitarian Update: Burkina Faso », janvier - mars 2017, p. 2 ; OCHA, « Attaques terroristes au Burkina Faso (janvier - mai 2017) », 19 mai 2017 ; *Menastream*, cité dans ACLED, Event ID ; *Menastream*, cité dans ACLED, Event ID BFO911 (données téléchargées le 24 octobre 2018) ; *Menastream*, cité dans ACLED, Event ID BFO918 ; *Menastream*, cité dans ACLED, Event ID BFO927.

¹⁷ OCHA, « Attaques terroristes au Burkina Faso (janvier - mai 2017) », 19 mai 2017.

¹⁸ Information reçue d'un correspondant de Human Rights Watch par email le 2 avril 2020.

¹⁹ Information reçue d'un correspondant de Human Rights Watch par email le 2 avril 2020.

²⁰ OCHA, « The Sahel crisis deepens – Education under attack in Burkina Faso », 11 juillet 2018, <https://www.unocha.org/story/sahel-crisis-deepens-education-under-attack-burkina-faso> (consulté le 25 novembre 2019).

²¹ Human Rights Watch, « *Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes* », p. 23 ; *Menastream*, cité dans ACLED, Event ID BFO971.

²² *Menastream* ; *Lefsa*, cité dans ACLED, Event ID BFO1000 ; « Province du Soum (Burkina Faso) : Le CEG de Béléhedé incendié par des hommes armés », *Pressafrik*, 5 avril 2018.

²³ Information de Crisis Watch sur le Burkina Faso, septembre 2018, ICG, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/september-2018> (consulté le 4 décembre 2018).

²⁴ *AIB* (Burkina Faso), cité dans ACLED, Event ID BFO1240 ; « Kantchari : Une école incendiée, des instituteurs sommés d'enseigner en arabe », *LeFaso.net*, 24 novembre 2018.

²⁵ *AP* ; *Xinhua* ; *AFP* ; *Burkina24* ; *RFI* ; *Ouaga Flash Info La Une*, cité dans ACLED, Event ID BFO1340 ; « Burkina Faso : dix gendarmes tués dans une embuscade dans le nord-ouest du pays », *Xinhua*, 27 décembre 2018.

²⁶ 57 attaques contre des écoles ont été documentées et signalées dans : Human Rights Watch, « *Leur combat contre l'éducation* », p. 85 ; plus de 20 ont été signalées par des sources locales et médiatiques dans le pays : Information reçue d'un correspondant de Human Rights Watch par email le 2 avril ; voir également : UNICEF, « West and Central Africa: Education in Emergencies (EiE) - Jan-Dec. 2018 », 31 décembre 2018 ; UNICEF, « Burkina Faso Humanitarian Situation Report No. 5 », 31 juillet 2019, p. 2.

²⁷ Human Rights Watch, « *Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes* », p. 20.

²⁸ UNICEF, « Burkina Faso: Humanitarian Situation Report N°5 », 30 juin 2019, p. 2.

²⁹ « Lourom : un magasin incendié à l'école de Petanaye, une moto emportée au centre de santé de Rimassa », *Ouaga24*, 7 janvier 2019.

³⁰ *Menastream*, cité dans ACLED, Event ID BFO1415 ; *Chronique du Faso* (CDF), Facebook, 29 janvier 2019.

³¹ *L'Observateur Paalga* ; *WAT FM*, cité dans ACLED, Event ID BFO1795 (données téléchargées le 10 juillet 2019) ; *L'Observateur Paalga*, « Bam : Une attaque repoussée contre une école », *NetAfrique*, 12 juin 2019.

³² « Burkina Faso Humanitarian Situation Report No. 5 », UNICEF, 31 juillet 2019, p. 1.

³³ « Burkina Faso Humanitarian Situation Report No. 5 », UNICEF, 31 juillet 2019, p. 1 ; *Menastream*, Twitter post, 11 juillet 2019, cité dans *Insecurity Insight*, « Education in Danger: July 2019 », août 2019.

- ³⁴ « Commune de Tangaye/Yatenga : Des individus armés font des dégâts matériels », *NetAfrique*, 11 décembre 2019.
- ³⁵ Emma Farge, Thomson Reuters Foundation, « Teachers go back to schools in Burkina Faso after threats to education », *Theirworld*, 28 avril 2017 ; Louise Dewast, « Burkina Faso - the country where it's too dangerous to go to school », *BBC*, 11 mars 2019.
- ³⁶ Human Rights Watch, « *Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes* », pp. 22-23.
- ³⁷ Human Rights Watch, « *Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes* », pp. 22-23.
- ³⁸ Human Rights Watch, « *Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes* », pp. 22-23.
- ³⁹ Human Rights Watch, « *Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes* », p. 22 ; « Jihadists abduct Burkina teacher 'for speaking French' », *Daily Monitor*, 18 avril 2018,
- ⁴⁰ *Menastream*, cité dans ACLED, Event ID BFO1020 (données téléchargées le 26 juin 2018) ; Le Monde/AFP, « Une école incendiée par des individus armés au Burkina Faso », *Le Monde*, 3 mai 2019 ; Information reçue d'un correspondant de Human Rights Watch par email le 2 avril 2020.
- ⁴¹ Information de Crisis Watch sur le Burkina Faso, novembre 2018, ICG ; Simon Gongo, « Teachers whipped by jihadists in Burkina Faso », *BBC Afrique*, 14 novembre 2018 ; *Menastream*, cité dans ACLED, Event ID BFO1210 ; Information reçue d'un correspondant de Human Rights Watch par email le 2 avril 2020.
- ⁴² Une liste complète de références est disponible sur le site de la GCEPA, <http://www.protectingeducation.org/education-under-attack-2020-references>.
- ⁴³ AFP/VOA, « Deux enseignants enlevés dans le nord retrouvés morts », *Voice of America*, 20 mars 2019 ; OCHA, « West and Central Africa: Weekly Regional Humanitarian Snapshot (19-25 March 2019) », 25 mars 2019 ; *Infowakat* ; *Waka Sera*, cité dans ACLED, Event ID ; Human Rights Watch, « *Leur combat contre l'éducation* », p. 85.
- ⁴⁴ AFP, « Six killed as jihadists attack Burkina Faso school », *Business Standard*, 27 avril 2019 ; Laurent Larcher, « Jihadi attacks on the increase in Burkina Faso », *La Croix International*, 30 avril 2019 ; OCHA, « Weekly Regional Humanitarian Snapshot 16-29 April 2019 », 30 avril 2019 ; Information reçue d'un membre d'une ONG internationale par email le 21 mai 2019 ; *Le Faso* ; AIB (*Burkina Faso*) ; *Burkina24* ; AFP ; *Jeune Afrique* ; *Ouagaz4* ; *Infowakat* ; *Fasozine* ; *MinuteBf*, cité dans ACLED, Event ID BFO1666.
- ⁴⁵ « School closures in the Sahel double in the last two years due to growing insecurity – UNICEF », communiqué de presse de l'UNICEF, 27 février 2019.
- ⁴⁶ *Menastream*, cité dans ACLED, Event ID BFO975.
- ⁴⁷ *Infowakat* (Burkina Faso), cité dans ACLED, Event ID BFO1198 ; *Infowakat* (Burkina Faso), cité dans ACLED, Event ID BFO1199 ; information de Crisis Watch sur le Burkina Faso, novembre 2018, ICG ; Human Rights Watch, « *Leur combat contre l'éducation* », p. 85.
- ⁴⁸ *Xinhua*, « Burkina Faso: des écoles fermées dans le Nord-Ouest du pays à cause des menaces terroristes », *Ouaga*, December 15, 2018, cité dans « Education in Danger: December 2018 », *Insecurity Insight*, janvier 2019, p. 1. ; « Le Lycée départemental se vide de ses enseignants », *Flash Burkina*, post sur Facebook, 10 décembre 2018, cité dans « Education in Danger: December 2018 », *Insecurity Insight*, janvier 2019, p. 1.
- ⁴⁹ AIB, « Terrorisme dans le Sourou: Les établissements secondaires de Kiembara fermés », *Ouaga*, 10 janvier 2019.
- ⁵⁰ *Aujourd'hui au Faso* ; *Ouagaz4*, cité dans ACLED, Event ID BFO1480 ; « Burkina Faso: Des tirs entendus à Moaga vers Tenkodogo », *NetAfrique*, 17 février 2019.
- ⁵¹ Human Rights Watch, « *Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là* », p. 15.
- ⁵² UNICEF, « Burkina Faso Humanitarian Situation Report No. 7 », 30 septembre 2019, p. 1.
- ⁵³ Human Rights Watch, « *Leur combat contre l'éducation* », pp. 54-61.
- ⁵⁴ Conseil danois pour les réfugiés (DRC), « Burkina Faso Conflict and Protection Analysis Komienga and Gourma Provinces, East Region », DRC, juillet 2019, pp. 16 - 17.
- ⁵⁵ AIB (Burkina Faso), cité dans ACLED, Event ID BFO1785 ; Armand Kinda, « Burkina: L'UGEB dénonce 'une descente policière musclée à l'université de Dori' », *Minute.bf*, 15 juin 2019.
- ⁵⁶ Aicha Traore, « Grogne à l'université de Dori : Dégradation du climat social », *L'express du Faso*, 18 juin 2019.